

Intervention 70.11 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour la création de couverts d'intérêt pour la biodiversité, en particulier les pollinisateurs en hexagone

Notice de la mesure « Création de prairies »

HF_CMOR_CPRA

Territoire « PNR des Caps et Marais d'Opale - enjeu érosion »

Campagne 2023

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :

Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale

BP22, 62142 Le Wast

Emilie Lacour - mission agriculture durable

Tél : 03 21 38 92 18 ; Port : 06 08 68 27 21

Mail : ELacour@parc-opale.fr

Sophie Quennesson - mission agro-écologie

Tél : 06 31 81 75 28

Mail : SQuennesson@parc-opale.fr

1 OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette mesure sont d'inciter les exploitants agricoles à planter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones à enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), de l'écoringime et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette mesure répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couverts herbacés sur des parcelles ou des portions de parcelles, y compris sur des bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs de lutte contre l'érosion et d'amélioration de la qualité des eaux), constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif de préservation de la biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif de protection des paysages). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.

2 MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 358 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Votre engagement est susceptible d'être plafonné en cas de restriction budgétaire, selon les modalités définies par les cofinanceurs nationaux.

3 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant, des sanctions peuvent être appliquées.

3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement UE n°2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les surfaces éligibles à cette mesure sont **les surfaces herbacées temporaires de 2 ans ou moins l'année de l'engagement**. Elles correspondent aux surfaces suivantes de la catégorie 1.5 de la notice télépac « Liste des cultures et précisions » :

- Mélange de légumineuses prépondérantes et de graminées fourragères de 5 ans ou moins (MLG) ;
- Prairie temporaire de moins de 5 ans et autre mélange avec graminées (PTR) ;
- Jachères (JAC), seulement s'il est précisé que la surface est un « couvert herbacé » ou des « repousses de cultures couvrantes ».

Les surfaces engagées devront être déclarées avec un code culture de la catégorie 1.6 « Prairies ou pâturages permanents » (PP) de la notice télépac « Liste des cultures et précisions » à l'issue de l'engagement. Selon l'âge de

la prairie au début de l'engagement, les surfaces engagées pourront être déclarées avec un code de la catégorie PP au cours de l'engagement. Les surfaces de cette catégorie sont donc éligibles à la mesure à compter de la 4^e année d'engagement.

Les surfaces de bandes enherbées obligatoires au titre de la BCAE 4 ou en application de la Directive Nitrates ne sont pas éligibles à cette mesure.

4 CRITÈRES D'ENTRÉE

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- ✓ Pour chaque parcelle, avoir au moins une partie de la surface présente dans le PAEC ;
- ✓ Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Ces critères permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères décrits dans la notice du territoire.

6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Contrôles	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	Avant le 15 mai 2025	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
<p>Mettre en place le couvert : le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées dès le 15 mai de la première année d'engagement.</p> <p>Les types de prairie autorisés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mélanges de graminées + légumineuses ; • Mélange d'espèces favorables au développement des insectes pollinisateurs ou auxiliaires ou à la protection de la petite faune ; • Possibilité de laisser s'exprimer la végétation spontanée <u>si cela est justifié par l'opérateur</u>. • Les mélanges d'espèces sont obligatoires ; • Les couverts de légumineuses (Fabacées) pures ainsi que les couverts de graminées (Poacées) pures sont interdits ; • Au moins 2 espèces doivent être implantées (sans % de recouvrement précisé). <p>Liste d'espèces recommandées au semis :</p> <p><u>Graminées</u></p> <p>Dactyle – Fétuque des prés - Fétuque élevée - Fétuque rouge – Fléole des prés – Pâturin - Ray grass anglais - Ray grass italien - Ray grass hybride</p> <p><u>Légumineuses</u></p> <p>Gesse des prés - Lotier corniculé – Lotier des marais - Luzerne commune – Minette (Medicago lupulina) - Trèfle violet - Trèfle blanc – Trèfle hybride - Vesce velue</p>	Dès le 15 mai 2023	<p>Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques, factures éventuelles et contrôle visuel</p>	Anomalie définitive, localisée, totale, d'importance égale à 1.

¹ Se référer à la notice nationale MAEC-Bio pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction.

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Contrôles	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
<u>Dicotylédones</u> Achillé millefeuille (Achillea millefolium) – Berce commune (Heracleum sphondylium) – Cardère (Dipsacus fullonum) - Carotte sauvage (Daucus carotta) – centaurée des prés (Centaurea jacea subsp grandiflora) - Centaurée scabieuse (Centaurea scabiosa) - Chicorée sauvage (Cichorium intybus) – Cirse laineux (Cirsium eriophorum) - Grande marguerite (Leucanthemum ircutianum) – Léontodon variable (Leontodon hispidus) - Mauve musquée (Malva moschata) – Origan (Origanum vulgare) – Plantain lancéolé (Plantagolanceolata L.) – Succise des prés (Succisa pratensis) - Tanaïsie vulgaire (Tanacetum vulgare) - Vipérine (Echium vulgare) - Vulnéraire (Anthyllis vulneraria)			
Maintenir le couvert.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,4.
Maintenir les éléments paysagers si la localisation du couvert est imposée en bordure de ces éléments.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place visuel	Anomalie définitive, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Ne pas détruire le couvert sur les surfaces engagées. Sauf contre-indication du plan de gestion, un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé au cours de l'engagement.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie définitive, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Respecter la localisation du couvert conformément au diagnostic.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification sur la base du diagnostic d'exploitation et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Respecter une largeur minimale de 10 mètres et une taille minimale de 0,10 ha du couvert herbacé.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Enregistrer les interventions sur toutes les parcelles engagées : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Identification des surfaces, conformément aux informations du registre parcellaire graphique (RPG) et du descriptif des parcelles ; ➤ Interventions (type, localisation et date) ; ➤ Traitements phytosanitaires (dates, produits, quantités). <u>ATTENTION :</u> Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,05.

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Contrôles	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.			

7 PRÉCISIONS

7.1 Formation

L'exploitant devra suivre au moins une formation qui permette de respecter l'obligation pour cette MAEC. La formation devra être en lien avec l'enjeu visé par la mesure et soumis à la validation de l'opérateur. Il ne sera pas nécessaire de suivre une formation par MAEC. A l'issue de la formation, l'organisme de formation délivrera une attestation de présence individuelle.

Exemples de formations pouvant être suivies par l'agriculteur :

- formation sur la flore des zones humides par le FMA
- temps collectifs d'échanges et de retours d'expérience entre éleveurs, sur la valorisation du pâturage dans le cadre du dispositif Pâtur'ajuste, animé par le Parc et la Chambre d'agriculture,
- temps collectifs sur la sécurisation des stocks fourragers et la valorisation de l'herbe, par le Parc et la Chambre d'agriculture
- temps collectifs sur les pratiques de lutte contre les ruissellements et l'érosion des sols par le Parc et la Chambre d'agriculture
- tours de plaine sur l'élevage ou les grandes cultures bio par BHDF (ouverts aux agriculteurs bio et non bio)
- temps d'échanges collectifs entre éleveurs et retours d'expérience, spécifiquement sur les pelouses des coteaux calcaires, par le CEN : à l'échelle régionale ou à programmer à l'échelle du département 62.
- formations/initiation sur la faune et flore des pelouses ou l'identification d'espèces indicatrices, par le CEN
- formations issues du catalogue de la Chambre d'agriculture

Le catalogue sera précisé et complété selon les engagements constatés sur le territoire en 2023-2024.

7.2 Lien avec la conditionnalité et l'écovégétation

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écovégétation. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écovégétation.